



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault  
DREAL Occitanie  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
34064 Montpellier Cedex 02

Montpellier, le 27/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Carrières & Matériaux du Sud-Est (CMSE)**

RN 112

lieu-dit Bégot

34220 Saint-Pons-De-Thomières

Références : UD34/H3/MT/2025/025

Code AIOT : 0006601246

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2025 dans l'établissement Carrières & Matériaux du Sud-Est (CMSE) implanté RN 112 lieu-dit Bégot 34220 Saint-Pons-de-Thomières. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée le 17 février 2025 de façon inopinée consécutivement à un nouveau signalement le 13 février, par la fédération départementale de pêche, d'une forte turbidité de l'eau du ruisseau Jaur sur plusieurs kilomètres à l'aval, causée par des rejets de matières en suspension (fines) depuis la carrière dans le ruisseau de Condades qui est un affluent du Jaur.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Carrières & Matériaux du Sud-Est (CMSE)
- RN 112 lieu-dit Bégot 34220 Saint-Pons-de-Thomières
- Code AIOT : 0006601246
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CMSE exploite sur la carrière de Saint-Pons-de-Thomières deux gisements, l'un de matériaux calcaires, l'autre de quartzite.

L'exploitation de cette carrière est autorisée jusqu'en 2043 avec une production annuelle de 1,2 millions de tonnes.

Le site accueille également des installations de traitement pour ces matériaux, ainsi qu'une centrale à béton relevant du régime de la déclaration.

**Contexte de l'inspection :**

- Pollution

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Prévention de la pollution des eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 8	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement n'ayant pas engagé de mesures consécutivement à l'inspection de septembre 2024 pour prévenir la pollution du ruisseau Jaur par l'entraînement de fines (matières en suspension) par les eaux de pluies, l'inspection propose à M. le préfet d'imposer à l'exploitant par arrêté de mise en demeure la réalisation des travaux nécessaires.

Un délai de 2 semaines est proposé pour établir un plan et un calendrier d'actions, qui ne devra pas excéder 4 mois. Il devra intégrer la mise en œuvre de premières mesures d'urgence pour limiter les risques de pollution lors des prochains épisodes pluvieux.

Une information du Parquet sera en outre réalisée par l'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Prévention de la pollution des eaux superficielles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux superficielles

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 25/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 30/10/2024

**Prescription contrôlée :**

Article 8.1.2. Eaux pluviales

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour que les eaux pluviales et de ruissellement ne soient pas affectées, dans la mesure du possible, par les activités de la carrière.

Les eaux pluviales tombant à l'intérieur du site sur le carreau et les pistes de circulation, sont dirigées vers le niveau le plus bas de la carrière.

En cas de rejet dans le milieu naturel, elles doivent présenter les caractéristiques suivantes :

- pH est compris entre 5,5 et 8,5 (norme NF T 90 008) ;
- température inférieure à 30° C ;
- matières en suspension totales (MEST) inférieures à 35 mg/l (norme NF EN 872);
- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) inférieure à 125 mg/l (norme NF T90 101);
- DBOS inférieure à 30 mg/l (norme NF T 90 103) ;
- Métaux totaux (Al, Cd, Cr, Cu, Fe, Hg, Mn, Ni, Pb, Sn, Zn) inférieurs à 15 mg/l ;
- hydrocarbures inférieurs à 10 mg/l (norme NF T 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

**Constats :**

Rappel de la demande de l'inspection consécutive à la visite du 25/09/24 (rapport du 30/09/24) :

*"En conclusion des constats effectués, il apparaît que la carrière et ses installations annexes (zones de stockage, traitement, centrale à béton) sont de nature à causer de façon systématique d'importants rejets d'eaux chargées en matières en suspension dans le ruisseau de Condades, avec des effets sur de longues distances dans le Jaur.*

*En conséquence, l'inspection des installations classées demande à la société CMSE d'étudier et de proposer sous 1 mois un plan d'actions détaillé assorti d'un calendrier, visant à mettre en place des dispositifs suffisamment dimensionnés pour acheminer les eaux de ruissellement vers des zones de décantation (existantes ou supplémentaires à créer), avec pour objectif la suppression des rejets de matériaux (fines) dans le milieu naturel.*

*Ceci concerne les pistes et zones d'entreposage à l'Est et à l'Ouest des bureaux, la zone de la centrale à béton et des installations de traitement, ainsi que les eaux venant de l'amont (zone de la*

carrière)."

Suites données par l'exploitant à l'inspection du 25 septembre 2024:

Consécutivement à l'inspection du 25 septembre 2024, l'exploitant a apporté des éléments de réponse au rapport de l'inspection référencé UD34/H3/MT/2024/114 du 30 septembre 2024, dans un courrier daté du 28 octobre.

Par ce courrier, il indique :

*"En conséquence des constats effectués, le traitement des différentes zones sera le suivant :*

- *Concernant le stock de 0/2 Quartzite situé au sud de la RD 612, il est en cours d'enlèvement et le stock restant s'éloignera nettement du ruisseau de Condades.*
- *Concernant les eaux de ruissellement sur les pistes qui ne sont pas dirigées efficacement vers le "lac" de la carrière", la pente a été rectifiée et surtout le merlon a été reconstitué.*
- *Concernant la zone à l'ouest de l'entrée du site (entre les bureaux et les dépôts de ferrailles et matériels), les eaux pluviales sortant de la canalisation sont dirigées via un talweg où sont se sont déposées des quantités importantes de fines, jusqu'au ruisseau de Condades. Ce talweg sera curé dès que possible par tronçon en fonction de l'évolution des stocks. Une réflexion de segmentation en cascade de ce talweg va être menée pour créer de multiples bassins de décantation successifs au cours de l'année 2025. "*

Constats effectués lors de l'inspection du 17 février 2025:

Lors de la visite du 17 février 2025, l'inspection a constaté que les dispositions annoncées comme réalisées ou programmées n'ont pas été réalisées:

- le stock de 0/2 Quartzite est toujours présent dans des volumes similaires ;
- les eaux de ruissellement ne sont pas dirigées vers le "lac" et les merlons sont toujours entrouverts permettant les ruissellements vers le ruisseau de Condades ;
- la réflexion sur la création de bassins de décantation n'a pas été approfondie.

L'exploitant explique cette inertie par les importantes restructurations internes à la société depuis quelques mois.

Lors de la visite du 17 février 2025, il a été constaté un point de rejet d'eaux de ruissellement fortement chargées en matières en suspension, dans le ruisseau à proximité immédiate du pont-bascule. En l'absence de pluies importantes depuis 2 à 3 jours, les autres points de rejets potentiels d'eaux chargées en MES ne présentaient pas d'écoulement.

Par ailleurs, au droit de la centrale à béton et de la zone de lavage des matériaux, il apparaît à l'issue de la visite que les conditions de gestion de l'eau, en particulier au droit des bassins de décantation/recyclage, n'est pas à l'origine des nuisances évoquées précédemment.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection réitère les demandes formulées consécutivement à l'inspection du 25 septembre 2024 et signale qu'il va proposer au préfet de prendre un arrêté de mise en demeure de l'exploitant pour la mise en œuvre des mesures nécessaires pour prévenir la pollution du ruisseau par l'entraînement de matières en suspension dans les eaux de ruissellement. L'inspection prévoit également de faire un signalement au Parquet.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours